



**ALPES-DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°04-2023-105

PUBLIÉ LE 2 JUIN 2023

Sommaire

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00002 - Récépissé de déclaration modificative d'un organisme de service à la personne 2023-152-010 - enregistré sous le n° SAP 308973965 dénommé "Fédération ADMR des Alpes-de-Haute-Provence" (2 pages) Page 4

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Direction des Services du Cabinet

04-2023-06-02-00001 - AP 2023-150-004 relatif aux mesures de police applicables sur les aérodromes secondaires (41 pages) Page 7

04-2023-06-02-00007 - AP 2023-153-005 du 2 juin 2023 fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du groupe cynotechnique (2 pages) Page 49

04-2023-06-02-00008 - AP 2023-153-006 du 2 juin 2023 fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers spécialisés dans le domaine du secours nautique (3 pages) Page 52

04-2023-06-02-00009 - AP 2023-153-007 du 2 juin 2023 fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel spécialisé dans le domaine de la prévention (2 pages) Page 56

04-2023-06-02-00010 - AP 2023-153-008 du 2 juin 2023 fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel composant l'Unité de Sauvetage d'Appui et de Recherche (USAR) (3 pages) Page 59

04-2023-06-02-00004 - AP 2023-153-010 du 2 juin 2023 fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel spécialisé dans le domaine du secours en montagne (2 pages) Page 63

04-2023-06-02-00005 - AP 2023-153-011 du 2 juin 2023 fixant la désignation des référents de spécialités (2 pages) Page 66

04-2023-06-02-00011 - AP 2023-159-009 du 2 juin 2023 fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel spécialisé dans le domaine du Risque Chimique et Biologique (3 pages) Page 69

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Secrétariat général commun départemental

04-2023-06-02-00012 - AP 2023-131-003 du 02 juin 2023 portant répartition des sièges de la Commission Locale d'Action Sociale (CLAS) (4 pages) Page 73

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Service de la Coordination des Politiques Publiques

04-2023-06-02-00003 - AP 2023-153-004 du 2 juin 2023 donnant délégation de signature à M. Franck LACOSTE, Directeur des services du cabinet (6 pages) Page 78

**Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Service Départemental d'Incendie
et de Secours des Alpes-de-Haute-Provence**

04-2023-06-02-00006 - AC 2023-153-012 du 2 juin 2023 portant nomination
du commandant Christophe DEVAUX au grade de lieutenant-colonel de
sapeurs-pompiers volontaires (2 pages)

Page 85

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00002

Récépissé de déclaration modificative d'un
organisme de service à la personne 2023-152-010
- enregistré sous le n° SAP 308973965 dénommé
"Fédération ADMR des
Alpes-de-Haute-Provence"



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service Entreprises et Emploi

Récépissé de déclaration modificative d'un organisme de services à la personne n° 2023-152-010

Enregistré sous le N° SAP 308973965 dénommé « Fédération ADMR des Alpes de Haute Provence »

Vu le Code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence

Constate :

Qu'une demande de déclaration modificative d'activité de services à la personne a été déposée auprès de la DDETS-PP des Alpes-de-Haute-Provence le 01 juin 2023 via l'appliquetif NOVA par Madame DEPRAD Valérie en qualité de dirigeante au profit de l'association « Fédération ADMR des Alpes de Haute Provence » dont l'établissement principal est situé 4 avenue DEMONTZEY 04 000 Digne les Bains et enregistré sous le N° SAP 308973965 pour exercer les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration modificative (mode prestataire) :

- Livraison de repas à domicile,
- Coordination et délivrance des SAP.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités. De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Fait à Digne-les-Bains, le 01 juin 2023,

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice de la DDETS-PP 04

Pour la Directrice et par subdélégation,
Le Responsable du Service
Entreprises et emploi

Hamid MATAICHE

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETS-PP des Alpes-de-Haute-Provence ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du Tribunal Administratif de Marseille, 24 rue de Breteuil, 13006 Marseille. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

DDETSPP des Alpes-de-Haute-Provence
Centre administratif Romieu
Rue Pasteur – BP 9028
04990 DIGNE-LES-BAINS CEDEX
Tél. : 04 92 30 37 00 Fax : 04 92 30 37 30
Mel : ddetspp@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

Affaire suivie par : Olivier DESCHAMPHELEERE
Gestionnaire mesures emploi
Tél. : 04 92 30 37 18
Mel : olivier.deschamphelere@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00001

AP 2023-150-004 relatif aux mesures de police
applicables sur les aérodromes secondaires



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE
Direction de la Sécurité et des
services du Cabinet

Digne-les-Bains le, **30 mai 2023**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023-150-004
relatif aux mesures de police applicables
sur les aérodromes secondaires

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Vu le règlement (CE) n° 300/2008 modifié du parlement européen et du conseil du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de l'aviation civile ;

Vu le règlement (UE) n° 1254/2009 de la commission du 18 décembre 2009 fixant les critères permettant aux États membres de déroger aux normes de base communes en matière de sûreté de l'aviation civile et d'adopter d'autres mesures de sûreté ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 6332-1 et L. 6332-2, L.6342-2, et L.6372-1 ;

Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles R.213-1, R. 213-1-2, R. 213-1-3, R.213-1-4, R. 213-1-5 et R. 213-1-6 ; R. 282-1-3 et R.282-3 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 74-78 du 1er février 1974 relatif aux attributions des préfets en matière de maintien de l'ordre sur certains aérodromes ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n°2007-1615 du 15 novembre 2007 relatif au transfert à certaines collectivités territoriales ou à leurs groupements des services ou parties de services du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables qui participent à l'exercice des compétences en matière d'aérodromes transférés en application de l'article 28 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Marc CHAPPUIS , préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1980 modifié relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburants sur les aérodromes ;

Vu l'arrêté interministériel du 07 janvier 2000 relatif à la répartition des missions de sécurité et de paix publiques entre la police nationale et la gendarmerie nationale sur l'emprise des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 2000 relatif à l'avitaillement en carburant des aéronefs sur les aérodromes ;

Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2007 modifié relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 janvier 2000 relatif à la répartition des missions de sécurité et de paix publiques entre la police nationale et la gendarmerie nationale sur l'emprise des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1976 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Barcelonnette-Saint-Pons ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2015 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Sisteron-Vaumeilh ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1976 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Château-Arnoux-Saint-Auban ;

Vu la circulaire du 3 octobre 2007 relative au rôle de l'autorité préfectorale dans la sûreté aéroportuaire et dans la prévention des évasions par hélicoptère ;

Vu la circulaire du 6 avril 2010 relative à la sûreté des aérodromes secondaires ;

Vu la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur aérodromes ;

Vu l'avis de la directrice de la sécurité de l'aviation civile sud-est en date du 31 janvier 2023 ;

Vu les avis des exploitants des aérodromes de Barcelonnette-Saint-Pons, Château-Arnoux-Saint-Auban, Sisteron-Vaumeilh, et de Puimoisson ;

Vu l'évaluation des risques concernant les aérodromes ;

Considérant que la sûreté des aérodromes secondaires doit faire l'objet d'une vigilance particulière ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet des Alpes de Haute Provence ;

ARRÊTE

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GENERALES.....	7
LIVRE I.....	8
DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÛRETÉ DE L'AVIATION CIVILE.....	8
TITRE I :.....	8
OBLIGATIONS GENERALES ET GRADUATION DES MESURES DE SURETE EN FONCTION DE LA CLASSIFICATION DES AERODROMES.....	8
Article 1 : Classification de l'aérodrome.....	8
Article 2 – Désignation d'un référent sûreté.....	8
Article 3 – Désignation d'un contact sûreté.....	8
Article 4 – Protection des hangars.....	9
TITRE II.....	9
DÉLIMITATIONS DES ZONES.....	9
Article 5 – Limites des zones constituant l'aérodrome.....	10
Article 6 – Le côté ville.....	10
Article 7 – Le côté piste.....	10
TITRE III.....	10
ACCÈS ET CIRCULATION EN COTE VILLE.....	10
Article 8 – Accès et circulation au « côté ville ».....	10
TITRE IV.....	10
ACCÈS ET CIRCULATION EN COTE PISTE.....	10
Chapitre 1 - Dispositions relatives aux personnes.....	11
Article 9 – Accès en zone côté piste.....	11
Article 10 – Conditions de délivrance des autorisations d'accès au côté piste.....	12
Article 11 - Obligation du titulaire d'une autorisation d'accès au côté piste.....	12
Article 12 – Obligations incombant aux exploitants d'hélicoptères.....	12

Chapitre 2 - Dispositions relatives aux véhicules.....	12
Article 13 – conditions générales.....	12
Article 14 – véhicules dispensés de laissez-passer.....	13
Article 15 – Caractéristiques du laissez-passer.....	13
Article 16 – Conditions de délivrance du laissez-passer.....	13
Article 17 - Restitution des laissez-passer.....	13
TITRE V.....	14
JOURNEES PORTES OUVERTES OU MANIFESTATIONS.....	14
Article 18 – conditions générales.....	14
LIVRE II.....	14
DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	14
TITRE I.....	14
ACCÈS, CIRCULATION ET STATIONNEMENT AU CÔTÉ VILLE.....	14
Article 19 - Conditions de circulation et de stationnement des véhicules.....	14
TITRE II.....	15
ACCÈS ET CIRCULATION EN CÔTÉ PISTE ET SUR L'AIRE DE MOUVEMENT. 15	
Article 20 - Conditions générales d'accès et de circulation.....	15
Article 21- Formation à la circulation en côté piste.....	16
Article 22 - Dispositions spéciales relatives à la circulation sur l'aire de trafic.....	16
Article 23 - Règles spécifiques à la circulation sur l'aire de manœuvre.....	17
TITRE III.....	18
MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....	18
Chapitre 1 - Dispositions générales.....	18
Article 24 - Protection des bâtiments et des installations.....	18
Article 25 - Dégagement des accès.....	19
Article 26 - Chauffage.....	19
Article 27 - Conduits de fumée.....	19
Article 28 - Permis de feu.....	19
Article 29- Produits inflammables et explosifs.....	19
Chapitre 2 - Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules.....	20
Article 30 - Interdiction de fumer.....	20
Article 31 - Avitaillement des aéronefs en carburant.....	20
Article 32 - Protection des aéronefs.....	20
TITRE IV.....	20

PRESCRIPTIONS SANITAIRES.....	20
Article 33 - Respect de la réglementation.....	20
Article 34 - Dépôt et enlèvement des ordures, des déchets industriels et des matières de décharge.....	21
TITRE V.....	21
CONDITION D'EXPLOITATION COMMERCIALE.....	21
Article 35 - Autorisation d'activité.....	21
Article 36 - Mesures anti-pollution.....	21
Article 37 - Fauchage et culture.....	21
Article 38 - Exercice de la chasse.....	22
Article 39 - Stockage de matériaux et implantation de bâtiments.....	22
Article 40 - Conditions d'usage des installations.....	22
TITRE VI.....	22
POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	22
Article 41 - Interdictions diverses.....	22
Article 42 - Conservation du domaine de l'aérodrome.....	23
TITRE VII.....	23
SANCTIONS, DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET FINALES.....	23
Article 43 - Sanctions.....	23
Article 44 - Abrogation de dispositions antérieures.....	23
Article 45 - Exécution et diffusion.....	23
ANNEXE 1.....	25
Liste des aérodromes du groupe G1.....	25
Liste des aérodromes du groupe G2.....	25
Liste des aérodromes du groupe G3.....	25
ANNEXE 2 - Relative aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de BARCELONNETTE-SAINT-PONS.....	26
Annexe 2.A – Informations Diverses.....	26
Annexe 2.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste ».....	26
Annexe 2.C – Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic.....	26
CHATEAU- ARNOUX-SAINT AUBAN.....	30
Annexe 3.A – Informations Diverses.....	30
Annexe 3.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste ».....	30
Annexe 3.C – Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic.....	30
ANNEXE 4 – Relative aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de PUIMOISSON.....	34
Annexe 4.A – Informations Diverses.....	34
Annexe 4.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste ».....	34
Annexe 4.C – Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic.....	34
ANNEXE 5 – Relative aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de SISTERON- VAUMEILH.....	38
Annexe 5.A – Informations Diverses.....	38

Annexe 5.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste ».....38
Annexe 5.C – Plan délimitant l’aire de manœuvre et l’aire de trafic.....38

DISPOSITIONS GENERALES

Objet :

L'objet du présent arrêté est de réglementer, sur l'emprise des aérodromes secondaires du département des Alpes de Haute Provence listés en annexe n°1, ce qui concerne la sûreté et la sécurité, le bon ordre et la salubrité.

En vertu du code des transports, notamment l'article L.6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le préfet qui exerce, à cet effet, dans leur emprise, les pouvoirs normalement impartis au maire.

En application de l'article premier du règlement (UE) n°1254/2009 fixant les critères permettant aux États membres de déroger aux normes de bases communes en matière de sûreté de l'aviation civile, et considérant que la totalité des activités aéronautiques pratiquées sur les aérodromes mentionnés en annexe n°1 du présent arrêté relèvent des catégories dérogatoires visées dans cet article, les normes de bases communes en matière de sûreté de l'aviation civile telles que définies par le règlement (CE) n°300/2008 ne sont pas applicables sur ces aérodromes.

En fonction de la menace nationale ou locale, le préfet ou son représentant peut respectivement faire appliquer ou édicter des mesures spéciales concernant les personnes, les véhicules, ainsi que les aéronefs.

Services compétents de l'État :

Les services compétents de l'État chargés de veiller au respect des dispositions du présent arrêté sont mentionnés dans les annexes n°2.A, n°3.A, n°4.A et n°5.A du présent arrêté.

Définitions :

Au sens du présent arrêté, on désigne notamment par :

Contrôle des accès : mise en œuvre des moyens permettant de prévenir l'entrée de personnes ou de véhicules non autorisés ou des deux.

Côté Ville : les parties d'un aéroport, y compris la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents, qui ne se trouvent pas du côté piste.

Côté Piste : l'aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents d'un aéroport, dont l'accès est réglementé.

Aire de trafic : aires aménagées pour permettre le stationnement des aéronefs aux fins d'embarquement ou de débarquement de voyageurs, de chargement ou de déchargement de la poste, du fret, de l'avitaillement ou de la reprise de carburant, de stationnement ou d'entretien.

Aire de manœuvre : partie de l'aérodrome utilisée pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à l'exclusion de l'aire de trafic.

Aire de mouvement : partie de l'aérodrome composée de l'aire de manœuvre et de l'aire de trafic.

Mesures particulières d'application (MPA) : ensemble de mesures prises à fins de préciser les modalités d'application de certains points sensibles ou susceptibles de modifications fréquentes. Ces MPA sont signées par le Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile territorialement compétent (DSAC SE).

LIVRE I

DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÛRETÉ DE L'AVIATION CIVILE

TITRE I :

OBLIGATIONS GENERALES ET GRADUATION DES MESURES DE SURETE EN FONCTION DE LA CLASSIFICATION DES AERODROMES

Article 1 : Classification de l'aérodrome

Les aérodromes concernés par le présent arrêté font l'objet d'une classification particulière, mentionnée en annexe n°1 telle que prévue par la circulaire interministérielle du 6 avril 2010 relative à la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 2 – Désignation d'un référent sûreté

Un référent sûreté est désigné sur chacun des aérodromes listés à l'annexe n°1 par arrêté du préfet des Alpes de Haute Provence, sur proposition de l'exploitant d'aérodrome.

Le « référent sûreté » est l'interlocuteur privilégié des services de l'État pour toutes les questions relatives à la sûreté aéroportuaire. Il est chargé d'informer et d'alerter les services de l'État en cas d'événement mettant en jeu la sûreté de l'aviation civile, de promouvoir la sûreté et de contribuer à sa mise en œuvre auprès des utilisateurs de la plate-forme.

Les coordonnées du référent sûreté sont communiquées par le directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est aux services compétents de l'État.

En cas de perte de la qualité au titre de laquelle la personne concernée a été nommé, l'exploitant en informe sans délai la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est.

Article 3 – Désignation d'un contact sûreté

Chaque entité utilisatrice présente sur l'aérodrome désigne en son sein un « contact sûreté ». Le « contact sûreté » est le relais, au sein de son entité, du « référent sûreté » de la plate-forme.

Lorsque le « référent sûreté » appartient à une entité, il peut être désigné « contact sûreté ».

Le contact sûreté est chargé de la sensibilisation des pratiquants et s'assure du respect des règles de bon comportement et de bonne gestion au sein de son entité utilisatrice.

La liste des contacts sûreté, mentionnant les coordonnées, est établie et tenue à jour par l'exploitant d'aérodrome. Cette liste doit être à tout moment tenue à disposition des services compétents de l'État.

Article 4 – Protection des hangars

Mesures de protection communes aux aérodromes de catégorie G1, G2&G3

Les mesures de protection suivantes s'appliquent aux aérodromes de catégories G1, G2 et G3 :

- les hangars dépendant de l'aérodrome sont équipés d'un dispositif de fermeture dissuasif ;
- les exploitants des hangars établissent des procédures de protection des clés des hangars et des aéronefs qu'ils contiennent ;
- les usagers de l'aérodrome veillent à la protection de leurs aéronefs ; ils sécurisent leurs aéronefs contre toute utilisation non autorisée ; ils se conforment aux procédures de sûreté établies par les exploitants des hangars ;
- chaque entité utilisatrice de l'aérodrome établit des procédures visant à la mise en sûreté de ses aéronefs lorsqu'ils ne sont pas en service ;
- le cas échéant, l'entité utilisatrice en informe ses usagers et veille au respect de ces procédures.

Mesures complémentaires applicables aux aérodromes de catégories G2 et G3

En complément des mesures détaillées au paragraphe précédent, les mesures de protection suivantes s'appliquent aux aérodromes de catégories G2 et G3 :

- les entités utilisatrices de l'aérodrome mettent en place des dispositifs d'entraves adaptés sur les aéronefs stationnant en heures non ouvrables sur les aires de stationnement ;
- les exploitants des hangars veillent à leur fermeture systématique aux heures non ouvrables ;
- l'exploitant de l'aérodrome équipe les aires communes de stationnement des aéronefs d'un dispositif d'éclairage à déclenchement automatique sur détection de mouvement, et les occupants de hangars et d'aires de stationnement privatives des aéronefs équipent l'intérieur et l'extérieur de ces hangars et ces aires privatives de stationnement d'un dispositif d'éclairage à déclenchement automatique sur détection de mouvement.

Mesures complémentaires applicables aux aérodromes de catégorie G3

En complément des mesures détaillées aux paragraphes précédents, les mesures de protection suivantes s'appliquent aux aérodromes de catégories G3 :

- l'exploitant de l'aérodrome sécurise la zone côté piste par le moyen d'une clôture dont le type est défini après avis des services techniques de l'aviation ;
- l'exploitant sécurise les points d'accès communs à la zone côté piste par le biais d'un dispositif de contrôle d'accès dont le type est défini après avis des services de l'aviation civile et des services compétents de l'État; il établit les procédures d'accès et s'assure de la fermeture des accès en dehors des heures d'exploitation ;

Les entités autorisées à occuper la zone côté piste et exploitant un accès à la zone côté piste sécurisent cet accès par le biais d'un dispositif de contrôle d'accès dont le type est défini après avis des services de l'aviation civile et des services compétents de l'État ; elles établissent les procédures d'accès, veillent à leur application par les personnes utilisant cet accès et s'assurent de sa fermeture en dehors des heures d'ouverture.

TITRE II

DÉLIMITATIONS DES ZONES

Article 5 – Limites des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains constituant l'aérodrome est divisé en deux zones :

-un « côté ville »

-un « côté piste » non librement accessible au public, dont l'accès est soumis à des règles particulières, et notamment à autorisation.

Les limites de ces zones figurent aux annexes n°2.B, n°3.B, n°4.B et n°5.B du présent arrêté et sont matérialisées par une signalisation particulière.

Article 6 – Le côté ville

La zone « côté ville » de chaque aérodrome comprend toute la partie de la zone accessible au public. Elle est constituée notamment par :

- a) Les locaux de l'aérodrome accessibles au public
- b) Les parcs de stationnement pour véhicules, ouverts au public,
- c) Les routes et voies ouvertes à la circulation publique.

Article 7 – Le côté piste

Il s'agit de la partie de chaque aérodrome dont l'accès est réglementé pour des motifs de sécurité et de sûreté, de manière à empêcher l'accès des personnes et des véhicules non autorisés. Cette zone, comprenant les installations concourant à l'exploitation technique, opérationnelle et commerciale de l'aérodrome, nécessite une protection particulière.

Le « côté piste » comprend notamment :

- l'aire de mouvement
- les bâtiments et installations techniques, notamment ceux destinés à abriter les aéronefs, à leur entretien et à leur avitaillement ;
- les voies de service.

TITRE III

ACCÈS ET CIRCULATION EN COTE VILLE

Article 8 – Accès et circulation au « côté ville »

Le côté ville est accessible sans titre particulier au sens du présent arrêté.

Les conditions d'accès à la zone « côté ville » sont fixées par les consignes particulières de l'aérodrome rédigées par l'exploitant d'aérodrome.

Ces consignes sont affichées au bureau d'accueil de l'aérodrome.

Le préfet des Alpes de Haute Provence ou son représentant, peut, si les circonstances l'exigent, interdire totalement ou partiellement l'accès au côté ville des personnes, ou limiter l'accès à certains locaux aux personnes dont la présence se justifie par une obligation professionnelle.

TITRE IV

ACCÈS ET CIRCULATION EN CÔTÉ PISTE

En tant que nécessaire, l'exploitant met à disposition de l'ensemble des personnes susceptibles d'accéder au côté piste, à pied ou à véhicule, les consignes spécifiques qu'il a défini pour assurer un niveau acceptable de sécurité aérienne de l'activité aéronautique de la plate-forme. Ces consignes et procédures doivent notamment demander la vigilance des utilisateurs de la plate-forme sur les risques effectivement identifiés par l'exploitant et les moyens de les réduire à un niveau acceptable. Chaque utilisateur s'assure de respecter ces consignes spécifiques au cours de leur activité.

Chapitre 1 - Dispositions relatives aux personnes

Article 9 – Accès en zone côté piste

Seules sont autorisées à accéder et circuler en côté piste les personnes suivantes :

- Les agents des douanes, les fonctionnaires de la police nationale et les militaires de la gendarmerie titulaires d'une commission d'emploi ou d'un ordre de mission.
- Les services de secours intervenant en urgence pour porter secours ou prévenir une atteinte à des personnes ou des biens.
- Les personnels titulaires d'un Titre de Circulation valable sur tous les aérodromes nationaux ou d'un Titre de Circulation régional « DSAC-SE », « Provence » ou « Provence-Languedoc » justifiant d'une mission sur la plate-forme ;
- Pour les membres d'un aéro-club, d'une association ou d'une entreprise à vocation aéronautique, par la carte de membre associatif ou tout document équivalent attestant leur qualité de membre ;
- Les pilotes, membres d'équipage, passagers et accompagnants :
 - Les membres des équipages des entreprises de transport aérien titulaires d'un certificat de membre d'équipage ;
 - Les personnes titulaires d'une licence de navigant en état de validité, ainsi que les élèves pilotes porteurs d'un document justifiant leur entrée en formation ;
 - Les passagers des aéronefs, accompagnés par le commandant de bord ou par un membre d'équipage ;
 - Les personnes chargées de la mise en œuvre et de l'entretien des aéronefs (notamment du tractage au sol, du treuillage, de la mise en piste, du dépannage et de la réparation...).

Pour ces derniers, l'accès et la circulation sont permis uniquement pour se rendre du « coté ville » à l'avion ou inversement, en empruntant les cheminements prévus à cet effet.

- Les personnes ne relevant pas d'une des catégories énumérées ci-dessus pour lesquelles l'exploitant d'aérodrome délivre une « autorisation d'accès côté piste », individuelle ou collective, selon les conditions qu'il définit dans le respect des dispositions de l'article 10 du présent arrêté.
- Les personnes accompagnées en permanence par une personne appartenant à l'une des catégories autorisées énumérées ci-dessus.

Toute personne accédant au côté piste doit pouvoir faire la preuve d'une autorisation d'accès. La justification de la présence en côté piste de toute personne peut toujours être exigée par un représentant de l'exploitant d'aérodrome ou par un représentant des services compétents de l'État.

Article 10 – Conditions de délivrance des autorisations d'accès au côté piste

Les autorisations d'accès au côté piste, individuelles ou collectives, sont délivrées par l'exploitant d'aérodrome selon une procédure qu'il établit, et qu'il communique à l'ensemble des entités utilisatrices de la plate-forme. Cette procédure est tenue à disposition des services de l'État à la demande de ces derniers. L'autorisation d'accès au « côté piste » est non cessible.

L'autorisation d'accès au côté piste peut ne pas être matérialisée par un document remis au titulaire.

La délivrance de l'autorisation d'accès au « côté piste » est subordonnée à la justification d'une activité.

Les entreprises ou les organismes autorisés par l'exploitant d'aérodrome à occuper ou utiliser le « côté piste » formulent les demandes d'autorisation d'accès au profit de leurs salariés. Les entreprises ou les organismes autorisés à occuper ou utiliser le côté piste informent sans délai l'exploitant de la cessation d'activité de leurs salariés, membres et personnes travaillant pour leur compte.

L'exploitant établit et tient à jour la liste des autorisations d'accès au côté piste en cours de validité. Cette liste est tenue à disposition des services compétents de l'État.

Article 11 - Obligation du titulaire d'une autorisation d'accès au côté piste

Le titulaire d'une autorisation d'accès au côté piste délivrée par l'exploitant d'aérodrome, lorsqu'elle est matérialisée, a obligation de :

- restituer cette autorisation d'accès à l'exploitant d'aérodrome en fin de validité ou en cas de cessation d'activité du titulaire sur l'aérodrome,
- signaler immédiatement à l'exploitant d'aérodrome toute perte ou vol de cette autorisation afin que celle-ci soit invalidée.

Article 12 – Obligations incombant aux exploitants d'hélicoptères

En dehors du cas particulier des aéronefs d'État, les exploitants d'hélicoptères opérant des vols au départ ou à destination de l'aérodrome doivent :

- vérifier la concordance entre le nom figurant sur le titre de transport et celui figurant sur un document présenté par le passager, attestant de son identité ;
- informer immédiatement les services compétents de l'État de toute situation qui soit de nature à compromettre la sûreté de l'aviation civile ;
- désigner un responsable sûreté chargé notamment de sensibiliser les personnels à la sûreté et établir des procédures en cas d'acte d'intervention illicite à bord (réaction du pilote, information à posteriori, etc...);
- assurer la traçabilité des vols effectués en archivant les données concernant la réservation, les personnes embarquées, le trajet, la nature et les conditions du vol et de tenir ces données à la disposition des autorités, pendant la durée prévue par la réglementation.

Chapitre 2 - Dispositions relatives aux véhicules

Article 13 – conditions générales

L'accès au côté piste n'est autorisé qu'aux véhicules qui ont une raison légitime de s'y trouver.

Les catégories de véhicules suivantes sont autorisées à accéder au côté piste :

- Les véhicules de la gendarmerie nationale, de la police, des douanes ;
- Les véhicules des services de secours intervenant en urgence pour porter secours ou prévenir une atteinte à des personnes ou des biens ;
- Les véhicules servant au transport, à la mise en piste et à la mise en œuvre des aéronefs (véhicules de tractage au sol, treuil, etc...).

Tous les autres véhicules pénétrant au « côté piste » doivent posséder une autorisation d'accès, matérialisée par un laissez-passer, délivrée par l'exploitant d'aérodrome.

L'autorisation peut être permanente ou temporaire. Elle donne accès à l'ensemble du côté piste ou, le cas échéant, à une partie seulement du côté piste.

Le laissez-passer doit être affiché de manière visible sur le véhicule.

Article 14 – véhicules dispensés de laissez-passer

Sont dispensés du port de laissez-passer, les véhicules :

- des services de l'État
- de secours en intervention d'urgence extérieurs à l'aérodrome ;
- utilisés pour intervenir contre une menace sérieuse visant des personnes ou des biens
- officiels convoyés par un service compétent de l'État (gendarmerie nationale, douane, ou police)

Article 15 – Caractéristiques du laissez-passer

Le laissez-passer doit concerner un véhicule particulier et indiquer les caractéristiques suivantes :

- le nom de l'aérodrome ;
- l'immatriculation du véhicule ;
- un numéro d'ordre ;
- la période de validité

Article 16 – Conditions de délivrance du laissez-passer

L'exploitant d'aérodrome assure la gestion des laissez-passer et la mise à jour de la liste des autorisations d'accès véhicules au « côté piste ». La liste de ces autorisations est tenue à disposition des services compétents de l'État.

Article 17 - Restitution des laissez-passer

Le laissez-passer doit être retiré du véhicule et restitué immédiatement à l'exploitant d'aérodrome à l'expiration de sa période de validité ou dès lors que le véhicule ne justifie plus d'un besoin d'accéder au « côté piste ».

L'exploitant d'aérodrome doit informer immédiatement le service compétent de l'État de la non-restitution du laissez-passer.

TITRE V

JOURNEES PORTES OUVERTES OU MANIFESTATIONS

Article 18 – conditions générales

Sans préjudice aux obligations incombant à l'organisateur de manifestations aériennes issues des exigences en matière de sécurité, toute organisation d'événement particulier au côté piste, ayant pour conséquence une modification et un déclassement provisoire d'une partie de l'aérodrome, doit faire l'objet d'une demande écrite adressée à la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est au moins 2 mois avant cet événement.

La modification ou le déclassement provisoire doit faire l'objet d'un arrêté préfectoral.

L'exploitant informe sans délai le Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est tout projet d'activité qui n'entrerait pas dans le cadre des catégories définies à l'article 1^{er} du Règlement du 18 décembre 2009.

LIVRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

TITRE I

ACCÈS, CIRCULATION ET STATIONNEMENT AU CÔTÉ VILLE

Article 19 - Conditions de circulation et de stationnement des véhicules

L'accès des véhicules au côté ville est limité aux véhicules des usagers et visiteurs de l'aérodrome. La vitesse peut y être réglementée par l'exploitant dans le respect des dispositions du Code de la route.

L'exploitant d'aérodrome fixe les conditions et limites de circulation et de stationnement sur l'aérodrome, et notamment :

- les limites des parcs de stationnement ;
- les emplacements de stationnement et les conditions d'utilisation de ces différents emplacements,
- les emplacements affectés aux véhicules de service et aux véhicules des personnels travaillant sur l'aérodrome,
- les limites des zones affectées aux occupants en titre du domaine public.

Il est créé au bénéfice des personnes à mobilité réduite, titulaires de la carte grand invalide de guerre (GIG) ou grand invalide civil (GIC), des emplacements de parking réservés qui font l'objet d'une signalisation réglementaire conformément aux dispositions en vigueur

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet. Tout stationnement est interdit en dehors de ces emplacements. La durée du stationnement est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour. Le stationnement peut, selon les emplacements, être limité à une durée particulière annoncée par une signalisation appropriée.

Le camping et caravanning, y compris la pratique du camping-car sont réglementés par l'exploitant en zone côté ville.

Véhicule laissé sans droit (art. L. 325-1 du code de la route) : l'exploitant de l'aérodrome, met en demeure le propriétaire du véhicule par courrier recommandé avec accusé de réception, de récupérer son véhicule. Sans réponse dans les 8 jours après l'envoi, il peut saisir l'officier de police judiciaire ou l'agent de police judiciaire adjoint (chef de la police municipale) pour procéder à la mise en fourrière du véhicule. Le propriétaire sera redevable des frais de mise en fourrière (enlèvement et garde du véhicule). Si le véhicule est déclaré abandonné (propriétaire inconnu, introuvable, insolvable), ce dernier sera soit aliéné au domaine et vendu (rémunération du gardien de fourrière sur la vente), soit détruit, auquel cas les frais de fourrière seront à la charge du maître des lieux.

Les véhicules immatriculés à l'étranger qui seraient abandonnés en zone « côté ville » devront être présentés au contrôle douanier avant enlèvement.

TITRE II

ACCÈS ET CIRCULATION EN CÔTÉ PISTE ET SUR L'AIRE DE MOUVEMENT

Article 20 - Conditions générales d'accès et de circulation

L'accès à l'aire de mouvement est strictement réservé aux personnes autorisées à cet effet, conformément aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté.

Le camping et caravanning, y compris la pratique du camping-car sont interdits en zone coté piste.

L'accès, la circulation et le stationnement des véhicules dans l'emprise de l'aérodrome font l'objet de règles particulières. Ils peuvent être notamment réglementés ou restreints.

Les déplacements des véhicules autorisés doivent être limités aux besoins du service.

Les conducteurs de véhicules et engins circulant ou stationnant au côté piste sont tenus d'observer les règles générales de la circulation édictées par le code de la route. Ils doivent être titulaires du permis de conduire en état de validité pour les catégories de véhicules conduits.

L'usage des feux de route est interdit en toutes circonstances. La vitesse doit être adaptée de façon telle que le conducteur reste constamment maître de son véhicule. En ce sens et pour des besoins de sécurité, la vitesse de conduite, qui peut être limitée de manière plus stricte par l'exploitant d'aérodrome au sein du règlement intérieur, ne peut être supérieure à :

- 10 km/h dans les zones d'évolution adjacentes aux aéronefs ;
- 30 km/h sur les aires de trafic ;
- 60 km/h sur l'aire de manœuvre, sauf obligation particulière.

Les conducteurs sont tenus, en outre, de se conformer aux consignes d'utilisation des véhicules et engins fixées par l'exploitant d'aérodrome pour les opérations d'escale afin que celles-ci puissent être assurées dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté.

Les conducteurs doivent également se conformer aux règlements et à la signalisation spécifique de l'aérodrome. Ils doivent, de même, suivre les injonctions des personnels et services compétents de l'État.

Toute personne exerçant une activité pédestre sur l'aire de mouvement doit porter un vêtement de signalisation à haute visibilité dès-lors qu'elle s'éloigne des aéronefs.

La personne qui pénètre ou circule sur l'aire de mouvement aux commandes d'un véhicule doit s'assurer qu'il dispose d'un contrat d'assurance pour les dégâts causés aux aéronefs.

Le conducteur d'un véhicule est responsable de la prévention des collisions de son véhicule vis-à-vis des aéronefs.

Les aéronefs ont toujours la priorité sur toute personne circulant en véhicule ou à pied.

Article 21- Formation à la circulation en côté piste

Dans le cadre prévu par la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes, l'exploitant fixe, et met à disposition de l'ensemble des entités utilisatrices de la plate-forme, les exigences minimales de formation aux personnes non accompagnées susceptibles de conduire un engin ou un véhicule sur l'aire de mouvement afin de garantir un niveau approprié de sécurité de l'exploitation.

Ainsi, l'exploitant définit l'organisation, le support pédagogique, la fréquence et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser cette formation, y compris les modalités applicables en cas de recours à la sous-traitance par l'organisme de formation sous-traitant.

Cette formation peut se composer d'une formation théorique et d'une formation pratique, selon l'appréciation de l'exploitant. Cette formation est adaptée aux caractéristiques et à la complexité de la plate-forme.

À l'issue de cette formation, s'il estime que l'agent concerné a suivi de manière complète et satisfaisante la formation appropriée pour conduire sur l'aire de mouvement, l'employeur ou l'organisme auquel est sous-traitée la formation inscrit cet agent sur une liste des personnes autorisées à circuler côté piste.

Cette liste doit comporter, les dates des formations théoriques et pratiques décidées par l'exploitant.

L'exploitant d'aérodrome se réserve la possibilité de retirer l'autorisation de circuler côté piste aux personnes ne respectant pas les règles de conduite.

Article 22 - Dispositions spéciales relatives à la circulation sur l'aire de trafic

L'accès à l'aire de trafic est strictement réservé aux personnes autorisées à cet effet conformément aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté.

Les personnes accompagnées, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté, sont placées sous la responsabilité de leur accompagnateur et doivent respecter les mesures générales ou d'application du présent arrêté en matière de circulation.

La circulation des véhicules sur l'aire de trafic est strictement limitée aux mouvements des véhicules d'assistance, de sécurité et de sûreté rendus nécessaires lors de la présence d'aéronefs en escale ainsi qu'à ceux des véhicules d'entretien ou de maintenance de l'aérodrome ou de ses infrastructures.

Ces véhicules doivent être équipés des dispositifs de signalisation en vigueur, en particulier de gyrophares, ou à défaut faire fonctionner leurs feux de détresse lorsqu'ils évoluent sur l'aire de trafic, et si-possible d'un dispositif de liaison radiophonique bilatérale avec la fréquence utilisée sur l'aérodrome.

Aucun véhicule, matériel ou engin ne peut être laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de trafic, à l'exception de ceux rangés sur des emplacements spécifiques désignés par l'exploitant.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de trafic, les personnes ainsi que les véhicules de dépannage sont autorisés à accéder au côté piste après accord de l'exploitant d'aérodrome et/ou de son représentant formellement désigné.

Sur l'aire de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules et engins ainsi que de leurs conducteurs est assurée par la gendarmerie. Toute infraction constatée peut entraîner le retrait temporaire ou définitif de l'attestation de formation à la conduite sur l'aire de mouvement.

Afin de garantir un niveau approprié de sécurité de l'exploitation, des modalités complémentaires de circulation sur l'aire de trafic peuvent être fixées par l'exploitant. Dans ce cas, elles sont mises à disposition de l'ensemble des entités utilisatrices de la plate-forme.

Article 23 - Règles spécifiques à la circulation sur l'aire de manœuvre

L'accès à l'aire de manœuvre est strictement réservé aux personnels de sécurité, de surveillance ou d'entretien autorisés à cet effet, conformément aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté, ainsi qu'aux personnels indispensables à la mise en œuvre des planeurs (opérations de mise en piste pour le remorquage et de dégagement de la bande de piste après atterrissage) et des activités parachutistes.

Toute personne exerçant une activité pédestre sur l'aire de manœuvre doit être équipée d'un vêtement haute visibilité et d'un dispositif de liaison radio bilatérale sur la fréquence utilisée sur l'aérodrome, à défaut avoir prévenu de sa pénétration une personne détentrice de ce dispositif ou être accompagné par une personne détentrice de ce dispositif.

Sont autorisés à circuler, sur l'aire de manœuvre, dans les conditions définies dans le présent arrêté, les véhicules et engins spéciaux :

- du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ;
- des services de gendarmerie, de police, des douanes et de la DGAC ;
- de l'exploitant d'aérodrome ;
- des services chargés de l'entretien et de la surveillance de la plate-forme ;
- des utilisateurs ou occupants le côté piste de l'aérodrome disposant d'une autorisation d'activité délivrée par l'exploitant d'aérodrome.

Ces véhicules doivent être équipés des dispositifs de signalisation en vigueur, en particulier de gyrophares, ou à défaut faire fonctionner leurs feux de détresse lorsqu'ils évoluent sur l'aire de manœuvre, et si-possible d'un dispositif de liaison radiophonique bilatérale avec la fréquence utilisée sur l'aérodrome.

Les feux de croisement et le gyrophare des véhicules doivent fonctionner pendant la totalité de la présence sur l'aire de manœuvre.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de manœuvre, les personnes ainsi que les véhicules de dépannage sont autorisés à accéder au côté piste après accord de l'exploitant d'aérodrome ou de son représentant formellement désigné.

Tout accès sur l'aire de manœuvre nécessite une information pertinente des usagers aériens sur la fréquence radio de l'aérodrome, par la mise en œuvre du concept d'auto information ou via le starter.

À l'exception des véhicules d'interventions portant secours aux personnes ou de ceux qui y auront été temporairement autorisés par l'exploitant de l'aérodrome (véhicules d'entretien), le stationnement des véhicules est strictement interdit sur l'aire de manœuvre. Lorsque l'exploitant d'aérodrome autorise le stationnement de véhicule sur l'aire de manœuvre, il s'assure d'en réaliser l'information associée à l'ensemble des usagers aéronautiques.

Véhicule laissé sans droit (art. L. 325-1 du code de la route) : l'exploitant de l'aérodrome, met en demeure le propriétaire du véhicule par courrier recommandé avec accusé de réception, de récupérer son véhicule. Sans réponse dans les 8 jours après l'envoi, il peut saisir l'officier de police judiciaire ou l'agent de police judiciaire adjoint (chef de la police municipale) pour procéder à la mise en fourrière du véhicule. Le propriétaire sera redevable des frais de mise en fourrière (enlèvement et garde du véhicule). Si le véhicule est déclaré abandonné (propriétaire inconnu, introuvable, insolvable), ce dernier sera soit aliéné au domaine et vendu (rémunération du gardien de fourrière sur la vente), soit détruit, auquel cas les frais de fourrière seront à la charge du maître des lieux.

Afin de garantir un niveau approprié de sécurité de l'exploitation, des modalités complémentaires de circulation sur l'aire de manœuvre peuvent être fixées par l'exploitant. Dans ce cas, elles sont mises à disposition de l'ensemble des entités utilisatrices de la plateforme.

TITRE III

MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Chapitre 1 - Dispositions générales

Article 24 - Protection des bâtiments et des installations

L'exploitant d'aérodrome est tenu de respecter les obligations de sécurité et de protection contre les incendies prévues par la loi et la réglementation. Il veille au contrôle périodique des extincteurs.

Tout occupant doit veiller à la conformité des bâtiments et locaux avec les règles de sûreté et de sécurité, incendie notamment. Il doit s'assurer que son personnel connaît le maniement des dispositifs de lutte contre l'incendie notamment des extincteurs de premiers secours disposés dans les locaux qui lui sont affectés.

Il est formellement interdit d'utiliser les moyens de secours, dont en particulier la réserve d'eau « incendie », pour un usage autre que la lutte contre l'incendie.

Il est interdit d'apporter des modifications à toute installation électrique.

Les matériaux combustibles inutilisés, tels que les emballages vides, doivent être évacués dans les meilleurs délais.

Il est interdit de conserver des chiffons gras ou des déchets inflammables dans des récipients combustibles et non munis de couvercles ou ayant contenu des produits combustibles.

Article 25 - Dégagement des accès

Toutes les voies d'accès aux différents bâtiments doivent être dégagées de manière à permettre l'intervention rapide du service départemental d'incendie et de secours.

Les citernes d'incendie et leurs abords, ainsi que les différents regards de visite, quelle que soit leur nature, doivent être dégagés et accessibles en permanence.

Dans les bâtiments et hangars, les accès aux robinets d'incendie armés, aux colonnes sèches, aux organes de commande des installations fixes de lutte contre l'incendie et, en général, à tous les moyens d'extinction, doivent rester dégagés en permanence.

Les marchandises et objets entreposés à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, ateliers, hangars, etc. doivent être rangés avec soin de telle sorte qu'ils n'entravent pas la circulation et ne constituent pas un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie.

Les sorties des bâtiments doivent être signalées par des inscriptions visibles ainsi que, le cas échéant, les chemins les plus courts qui y conduisent.

Article 26 - Chauffage

L'utilisation des poêles à combustibles liquides ou gazeux est subordonnée à une autorisation préalable de l'exploitant ou de son représentant formellement désigné.

Les utilisateurs doivent, avant de quitter les locaux, s'assurer qu'aucun risque d'incendie n'est à craindre, en particulier avec les radiateurs ou matériels électriques.

Article 27 - Conduits de fumée

Les occupants sont tenus de conserver en état les dispositifs d'évacuation des fumées et notamment de procéder, au moins une fois par an, au ramonage desdites installations. Nonobstant le respect des règlements sanitaires pour les dispositifs des restaurants et des cantines, ceux-ci doivent être ramonés semestriellement. De même les filtres à graisse installés sur l'extraction des cuisines doivent être nettoyés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 28 - Permis de feu

Il est interdit d'allumer des feux à flamme nue, d'utiliser des appareils à flamme nue tels que des lampes à souder, chalumeaux, etc., sans l'accord préalable de l'exploitant d'aérodrome ou de son représentant qui délivre, le cas échéant, un permis de feu fixant les instructions de sécurité appropriées.

Article 29- Produits inflammables et explosifs

Le stockage, le transport des carburants et de tout autre produit inflammable, explosif ou volatil doit s'effectuer selon les règles inhérentes à chaque produit et être en conformité avec la législation en vigueur. Copie du récépissé de conformité avec la législation,

notamment celle concernant les installations classées sera fournie à la demande de l'administration de l'Aviation civile.

Il est formellement interdit de constituer, à l'intérieur des hangars ou bâtiments provisoires, des réserves de produits hydrocarbures. Toutefois, les dispositifs agréés de transport, de stockage et de distribution de carburant pour les aéronefs ne sont pas concernés par cette mesure.

Dans les locaux où les produits inflammables sont normalement employés (ateliers de peinture, salles de nettoyage, etc.), la quantité de ces produits admise dans le local doit respecter la législation en vigueur et en tout cas ne doit pas dépasser celle qui est nécessaire à une journée de travail.

Tous ces produits doivent être enfermés dans des bidons ou des boîtes métalliques hermétiques et placés en dehors de la pièce où ils sont normalement utilisés. Leur transvasement est interdit à l'intérieur de ces locaux.

Chapitre 2 - Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules

Article 30 - Interdiction de fumer

Il est formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquet ou d'allumettes sur l'aire de mouvement, dans les hangars, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables, à proximité des véhicules, des aéronefs, des camions-citernes et des soutes à essence.

Article 31 - Avitaillement des aéronefs en carburant

Les sociétés distributrices des carburants et les usagers sont tenus de se conformer strictement aux règles de sécurité afférentes aux opérations d'avitaillement et notamment à l'arrêté du 23 janvier 1980 modifié, relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes.

Les véhicules avitailleurs et les dispositifs de distribution de carburant doivent être conformes à la législation en vigueur.

Article 32 - Protection des aéronefs

Pour les aérodromes ne justifiant pas d'un classement dans un niveau de protection du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs conformément aux dispositions de l'article L.6312-12 du code des Transports, l'exploitant d'aérodrome doit mettre en place, à un endroit rapidement et aisément accessible, un extincteur sur roues de 50 kg de poudre BC dédié uniquement à l'intervention sur feux d'aéronefs. Il en assurera la charge des entretiens et contrôles périodiques.

TITRE IV

PRESCRIPTIONS SANITAIRES

Article 33 - Respect de la réglementation

Les usagers sont tenus de se conformer à toutes réglementations sanitaires en usage et en particulier aux dispositions relatives à la loi sur l'eau, et ses décrets d'application, notamment en matière de rejet des eaux usées ou résiduaires.

De même, ils sont tenus au respect des prescriptions des règlements sanitaires généraux et départementaux.

Article 34 - Dépôt et enlèvement des ordures, des déchets industriels et des matières de décharge

Nonobstant le respect des lois et règlements pour le stockage, transports, dépôt des déchets et ordures, tout dépôt d'ordures ou de matières de décharge est interdit aux abords des aérogares, des hangars et de leurs annexes et, d'une manière générale, aux abords de tout bâtiment. L'exploitant d'aérodrome peut désigner des emplacements spéciaux à cet effet.

Les ordures doivent obligatoirement être mises dans des conteneurs d'un type agréé par l'exploitant d'aérodrome qui fait procéder à leur enlèvement. La récupération des matières déposées dans les conteneurs est interdite.

Les décharges des déchets industriels destinés à la récupération donnent lieu à une autorisation préalable de l'exploitant d'aérodrome qui fixe notamment les conditions de stockage et de récupération.

Les décharges des déchets industriels ne pouvant donner lieu à récupération sont interdites. Ces déchets doivent être évacués par les usagers de l'aérodrome dans les plus brefs délais.

Les matières présentant un danger particulier doivent être séparées des ordures et des déchets industriels et faire l'objet d'un traitement particulier selon les instructions données par l'exploitant d'aérodrome, en conformité avec les règlements en usage.

Les déchets générateurs de nuisances (en particulier les déchets putrescibles) ou dont le stockage présente un risque pour la sécurité (en particulier l'incendie) doivent être évacués dans les délais les plus brefs.

TITRE V

CONDITION D'EXPLOITATION COMMERCIALE

Article 35 - Autorisation d'activité

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale ne peut être exercée sur l'emprise de l'aérodrome sans une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome et pouvant donner lieu au paiement d'une redevance.

Article 36 - Mesures anti-pollution

La mise en œuvre des matériels et équipements particulièrement bruyants, y compris les essais de moteurs d'avions ainsi que toute activité susceptible de provoquer une pollution peuvent faire l'objet de mesures édictées par l'exploitant de l'aérodrome.

Article 37 - Fauchage et culture

À l'exception des services d'entretien de l'aérodrome, peuvent seuls procéder à des travaux de fauchage ou de culture les titulaires d'autorisations d'occupation temporaire de terrains nus réservés à cette destination, qui leur auront été accordées par l'exploitant d'aérodrome ou son représentant qualifié.

Article 38 - Exercice de la chasse

L'exercice de la chasse sur l'emprise de l'aérodrome est strictement interdit.

Toutefois, l'exploitant d'aérodrome peut organiser, en cas de nécessité, notamment risque pour la sécurité des vols, la chasse d'animaux non protégés avec l'autorisation de l'autorité compétente (Préfecture sous le contrôle d'un lieutenant de louveterie).

Article 39 - Stockage de matériaux et implantation de bâtiments

Sur l'emprise de l'aérodrome, Les stockages volumineux de matériaux et objets divers, les implantations de baraques ou abris sont interdits, sauf autorisation écrite de l'exploitant d'aérodrome ou de son représentant dûment qualifié.

Si l'autorisation est retirée ou dès que sa durée a pris fin, le bénéficiaire doit procéder à l'enlèvement des matériaux, objets, baraques ou abri, selon les prescriptions qui lui ont été faites et dans les délais qui lui ont été impartis. A défaut d'exécution, l'exploitant d'aérodrome ou ses représentants peuvent procéder d'office à leur enlèvement aux frais, risques et périls de l'intéressé.

Article 40 - Conditions d'usage des installations

Les conditions d'utilisation de l'aérodrome et de ses installations seront rappelées aux usagers tant par des affiches apposées dans les lieux appropriés que par des dispositions insérées dans les contrats d'occupation.

Les dommages causés aux usagers à l'occasion de la circulation et du stationnement des personnes, des véhicules, des engins, des matériels (ou des marchandises) peuvent ouvrir droit à réparation selon le régime de responsabilité dont ils relèvent.

TITRE VI

POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

Article 41 - Interdictions diverses

Il est interdit :

- de gêner l'exploitation de l'aérodrome par des attroupements,

- de pénétrer ou de séjourner sur l'aérodrome avec des animaux, même s'ils ne sont pas en liberté,
Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux animaux dont le propriétaire est titulaire d'un contrat de pacage, à ceux transportés dans les aéronefs, à condition d'être accompagnés et tenus en laisse, en cage ou en sac, et aux équipes cynophiles spécialisées des services de police, douane ou gendarmerie,
- de procéder à des quêtes, sollicitations, offres de services, distribution d'objets quelconques ou de prospectus sur l'emprise de l'aérodrome, sauf autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome ou son représentant désigné, après avis, selon le cas, du responsable local de la douane et de la gendarmerie,
- de procéder à des prises de vues commerciales, techniques ou de propagande, sauf autorisation spéciale délivrée dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

Article 42 - Conservation du domaine de l'aérodrome

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles ou clôtures du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des débris ailleurs que dans les corbeilles ou containers réservés à cet effet. Tous travaux impliquant une modification des infrastructures des hangars ou des abords ou du domaine aéroportuaire sont strictement interdits sans une autorisation écrite de l'exploitant de l'aérodrome et/ou du propriétaire de l'aérodrome.

TITRE VII

SANCTIONS, DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET FINALES

Article 43 - Sanctions

Les infractions et les manquements aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux mesures particulières d'application fixées par le directeur de la sécurité de l'Aviation civile sud-est ou son représentant dûment qualifié, sont constatés par des procès-verbaux dressés par les services compétents de l'État mentionnés aux articles L.6372-1 du code des transports et R.282-1 du code de l'Aviation civile. Elles sont sanctionnées selon les dispositions fixées par l'article R 282-3 du code de l'aviation civile.

Article 44 - Abrogation de dispositions antérieures

L'arrêté préfectoral du 28 septembre 1976 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Barcelonnette-Saint-Pons est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 14 avril 2015 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Sisteron-Vaumeilh est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 17 septembre 1976 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Château-Arnoux-Saint-Auban est abrogé.

Article 45 - Exécution et diffusion

Le préfet des Alpes de Haute Provence, le directeur de la sécurité de l'Aviation civile sud-est, l'exploitant de l'aérodrome de Barcelonnette-Saint-Pons, de Château-Arnoux-Saint-Auban, de Puimoisson et de Sisteron-Vaumeilh, les commandants des brigades de gendarmeries

territorialement compétentes, le commandant de la compagnie de gendarmerie des transports aériens de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes de Haute Provence et sera affiché sur l'aérodrome ainsi qu'en mairie de Saint-Pons, de Château-Arnoux-Saint-Auban, de Puimoisson, de Vaumeilh et des communes limitrophes de l'aérodrome.

Article 45 - Voies de recours

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, d'un recours administratif gracieux devant le préfet des Alpes-de-Haute-Provence ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (31 Rue Jean-François Leca - 13002 MARSEILLE)

La juridiction Administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 1

Liste des aérodromes du groupe G1 *-Département des Alpes de Haute Provence -*

- Barcelonnette-Saint-Pons , LFMR (04)
- Château-Arnoux-Saint-Auban, LFMX (04)
- Puimoisson, LFTP (04)
- Sisteron- Vaumeilh, LFNS (04)

Liste des aérodromes du groupe G2 *-Département des Alpes de Haute Provence*

NEANT

Liste des aérodromes du groupe G3 *-Département des Alpes de Haute Provence*

NEANT

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

**ANNEXE 2 - Relative aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de
BARCELONNETTE-SAINT-PONS**

Annexe 2.A – Informations Diverses

Annexe 2.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste »

Annexe 2.C – Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 2.A

- Informations diverses -

1/ Exploitant d'aérodrome : Centre de vol à voile de l'Ubaye (CVVU).
TEL AD : 06 51 37 98 04

2/ Situation : 3 km W Barcelonnette (04 - Alpes de Haute Provence)

3/ Code OACI : LFMR

4/ Services compétents de l'État :

- Brigade de gendarmerie de-Barcelonnette,
- Brigade de Gendarmerie des Transports Aériens de l'aérodrome de Marseille-Provence,
- Groupement de Gendarmerie des transports aériens Sud,
- Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 2.B

- Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste » -



Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

ANNEXE 2.C

- Plan de délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de stationnement -



Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

**ANNEXE 3 – Relative aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de
CHATEAU- ARNOUX-SAINT AUBAN**

Annexe 3.A – Informations Diverses

Annexe 3.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste »

Annexe 3.C – Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 3.A

- Informations diverses -

1/ Exploitant d'aérodrome : Centre National de Vol à Voile (CNVV)
TEL : 04 92 64 29 71
E-mail : info@cnvv.net

2/ Situation : 4 km SSW Château-Arnoux (04 - Alpes de Haute Provence)

3/ Code OACI : LFMX

4/ Services compétents de l'État :

- Brigade territoriale de gendarmerie de Château-Arnoux-Saint-Auban,
- Référent sûreté Gendarmerie pour le département des Alpes de Hautes Provence Adc
Christophe CROGIEZ
- Brigade de Gendarmerie des Transports Aériens de l'aérodrome de Marseille-Provence,
- Groupement de Gendarmerie des transports aériens Sud,
- Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 3.B

- Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste » -



Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

ANNEXE 3.C

- Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic -



Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

ANNEXE 4 – Relative aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de PUIMOISSON

Annexe 4.A – Informations Diverses

Annexe 4.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste »

Annexe 4.C – Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 4.A

- Informations diverses -

- 1/ Exploitant de l'aérodrome :** Centre de VAV de Puimoisson
TEL : 04 92 74 46 99 - 04 92 74 72 81
- 2/ Situation :** 3,5 km E Puimoisson (04 - Alpes de Haute Provence)
- 3/ Code OACI :** LFTP

4/ Services compétents de l'État :

- Brigade territoriale gendarmerie de Riez,
- Brigade de Gendarmerie des Transports Aériens de l'aérodrome de Marseille-Provence,
- Groupement de Gendarmerie des transports aériens Sud,
- Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 4.B

- Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste » -



Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

ANNEXE 4.C

- Plan de délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de stationnement -



Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

**ANNEXE 5 – Relative aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de
SISTERON-VAUMEILH**

Annexe 5.A – Informations Diverses

Annexe 5.B – Plan de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste »

Annexe 5.C – Plan délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 5.A

- Informations diverses -

1/ Exploitant d'aérodrome : ACIS (Aéroclub International de Sisteron).
TEL : 04 92 62 17 45 / 06 67 73 73 29
FAX : 04 92 62 10 91
E-mail : info@aeroclubsisteron.fr

2/ Situation : 10 km N de Sisteron (04 - Alpes de Haute Provence)

3/ Code OACI : LFNS

4/ Services compétents de l'État :

- Brigade de gendarmerie départementale de la Motte-du-Caire,
- Brigade de Gendarmerie des Transports Aériens de l'aérodrome de Marseille-Provence,
- Groupement de Gendarmerie des transports aériens Sud,
- Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

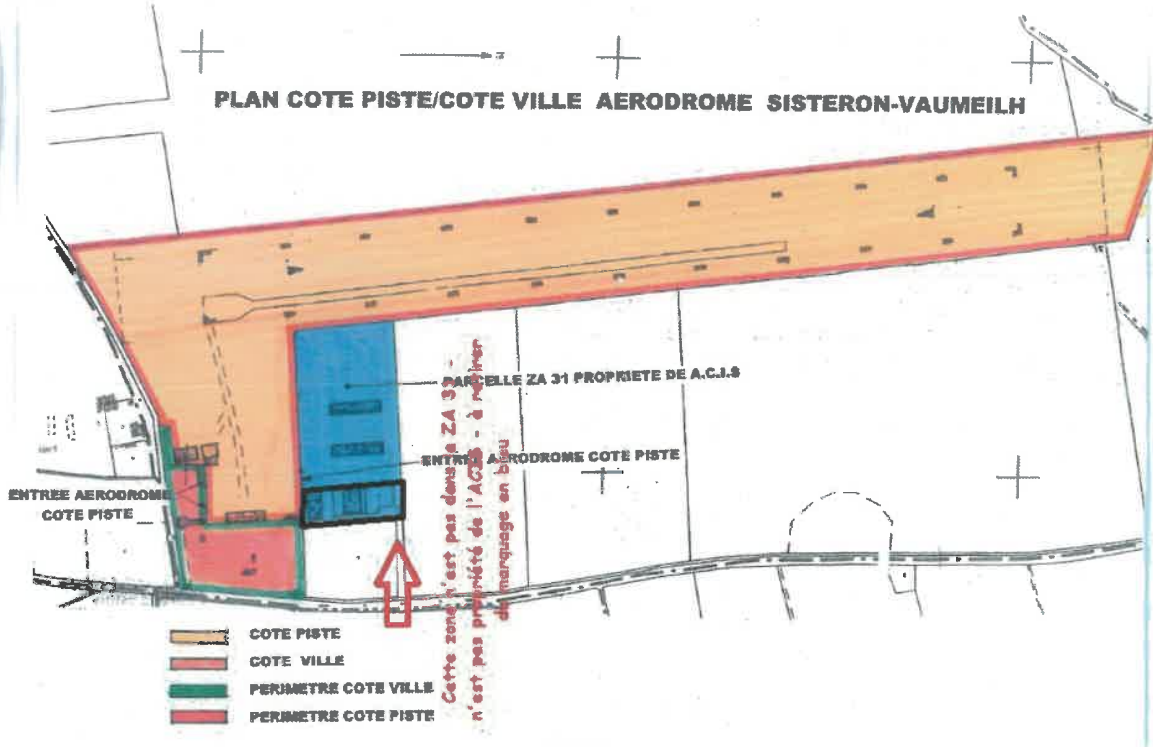
Le Préfet



Marc CHAPPUIS

ANNEXE 5.B

- Plans de délimitation zone « côté ville » et zone « côté piste » -



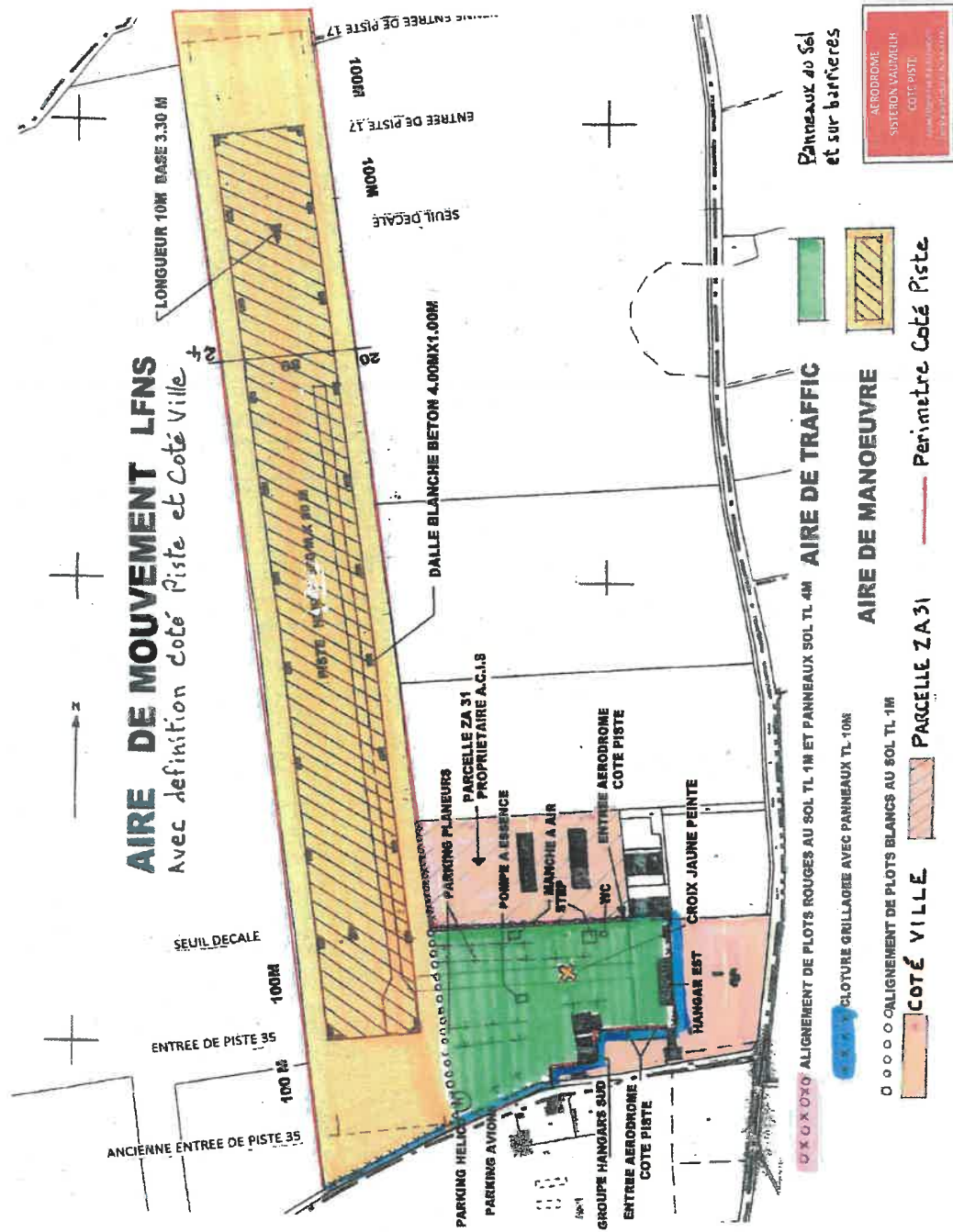
Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004
du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

ANNEXE 5.C

- Plans délimitant l'aire de manœuvre et l'aire de trafic -



Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-150-004 du 30 mai 2023

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00007

AP 2023-153-005 du 2 juin 2023 fixant la liste
annuelle départementale d'aptitude
opérationnelle du groupe cynotechnique



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE

Direction des services du Cabinet

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

Digne-les-Bains, le 2 juin 2023

ARRETE PREFECTORAL n° 2023-153-005

Fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du groupe cynotechnique.

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L112-1 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure
- Vu** l'arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- Vu** l'arrêté du 09 juin 1988 relatif au comité technique créé par l'article 7 du décret n° 77-12 du 04 janvier 1977 instituant un brevet national de maître-chien d'avalanches ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-091-001 du 1er avril 2019 approuvant le Règlement opérationnel du SDIS 04 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-186-013 du 05 juillet 2018 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Vu** le guide national de référence relatif à la cynotechnie édité par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises le 26 juin 2020 ;

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours.

ARRETE :

Article 1 : La liste annuelle départementale d'aptitude du groupe cynotechnique au sein du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes de Haute-Provence, pour l'année 2023, est établie comme suit :

Nom / Prénom	CIS d'affectation	Nom du Chien et identification	Niveau de qualification et de spécialisation				
			CYN 1 « Conducteur Cyno technique »	CYN 2 « Chef d'Unité Cyno technique »	CYN 3 « Conseiller Technique Cyno technie »	Spécialisation	
						Pistage	Avalanche
ALBERTO Christophe	Sisteron	LAYKA 250269606511328	---	X	---	Non	Non
CORTES Francis	Château-Arnoux	---	---	X	---	Non	Non
DECHANOZ Louis	Haute Ubaye	SAÏKO 250268501982033	---	---	---	Non	Oui
MANGIAPAN Christophe*	Direction	HAVANE 250269604860376	---	---	X	Non	Non
MICHOT Elodie	Digne les bains	R'WIK 250269608524656	X	---	---	Non	Non
*Réfèrent Départemental			1	2	1	0	1

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2022-077-009 en date du 18 mars 2022, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude du groupe cynotechnique, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00008

AP 2023-153-006 du 2 juin 2023 fixant la liste
annuelle départementale d'aptitude
opérationnelle des sapeurs-pompiers spécialisés
dans le domaine du secours nautique



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE

Direction des services du Cabinet

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

Digne-les-Bains, le 2 juin 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023 - 153 - 006

Fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers spécialisés dans le domaine du secours nautique.

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L112-1 et suivants ;
- Vu** le Code du travail et notamment ses articles L4461-1 et suivants et R4461-1 et suivants ;
- Vu** le décret n° 2020-1531 du 7 décembre 2020 modifiant les dispositions relatives à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare ;
- Vu** le décret n° 2011-45 du 11 janvier 2011 relatif à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare ;
- Vu** le décret n°90-277 du 28 mars 1990 relatif à la protection des travailleurs intervenants en milieu hyperbare ;
- Vu** l'arrêté interministériel NOR INTE1404626A du 31 Juillet 2014 définissant le référentiel emplois, activités, compétences « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare » ;
- Vu** l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure
- Vu** l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- Vu** l'arrêté du 12 décembre 2016 définissant les modalités de formation à la sécurité des travailleurs exposés au risque hyperbare ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-091-001 du 1er avril 2019 approuvant le règlement opérationnel du SDIS 04 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-186-013 du 05 juillet 2018 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Vu** le guide national de référence relatif au sauvetage aquatique édité par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises le 26 juin 2020 ;
- Vu** l'ordre zonal inondations de 2021

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

ARRETE :

Article 1 : La liste annuelle départementale du personnel apte à intervenir dans le domaine du secours nautique en tant que nageur sauveteur au sein du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes- de-Haute-Provence, pour l'année 2023 est établie comme suit :

Nom / Prénom	CIS d'affectation	SAV1 Sauveteur eaux intérieures	SSH SC Sauveteur Spécialisé Hélicopté	SSH SAG 04 Section aérienne de gendarmerie
BLANC Benoit	Manosque	X	---	---
CHOLIN Bastien	Digne	X	---	---
CROSES Charline	Quinson	X	---	---
DALMASSO Thomas	Forcalquier	X	---	---
DELARUE Mathieu	Gréoux les Bains	X	---	---
DE SARTIGES Benoit	Manosque	X	---	---
DESMARTIN William	Direction	X	---	---
ESMIEU Audrey	Barcelonnette	X	---	---
EYMARD Michel	Forcalquier	X	---	X
FANGILLE Sophie	Castellane	X	---	---
FAVIER Richard	Manosque	X	---	---
FIGUIERE Julien	Manosque	X	---	---
GOYARD Michaël	Barcelonnette	X	---	---
GRENAUD Jean Jacques**	Direction	X	---	---
MAJO Laura	Riez	X	---	---
MARTIN Baptiste	Digne	X	---	---
MARTINEZ François	Direction	X	---	---
MICHEL Yann	Barcelonnette	X	---	---
ORTH Nicolas *	Sisteron	X	---	---
PRIOUL Antoine	Puimoisson	X	---	---
REKIA Toufik	Digne	X	---	X
REVEST Sébastien	Sisteron	X	---	---
RIO Sandra	Digne	X	---	---
TAVIGNOT Alexandre	Quinson	X	---	---
THIERY Maieul	Moustiers	X	---	---
VOLA Jean-Christophe	Manosque	X	---	---
		26	0	2

** Référent départemental nautique

* Responsable de l'équipe nautique départementale

*** SSH SC est formé au treuillage hélicopté pour les hélicoptères de la sécurité civile (inondations).

**** SSH SAG 04 est formé SSH SC et est recyclé auprès de la base aérienne de la gendarmerie du 04.

Article 2 : La liste annuelle départementale du personnel apte à intervenir dans le domaine du secours nautique en tant que scaphandrier autonome léger pour l'année 2023 est établie comme suit :

Nom / Prénom	CIS d'affectation	SAL 1 30 m	SAL 50 m	CU SAL 2 50 m	CT SAL 3 50 m	SNL1 60 ml	SNL2 200 ml	Trimix
BLANC Benoit	Manosque	X	---	---	---	X	---	---
CHOLLIN Bastien	CTA.CODIS	X	---	---	---	---	---	---
DESMARTIN William	Direction	X	X	X	X	X	X	X
FIGUIERE Julien	Manosque	X	---	X	---	X	---	---
GRENAUD Jean Jacques**	Direction	X	X	X	X	X	X	X
MARTINEZ François	Direction	X	X	X	X	X	X	X
MICHEL Yann	Barcelonnette	X	---	---	---	X	---	---
ORTH Nicolas*	Sisteron	X	X	X	---	X	---	---
		8	4	5	3	7	3	3

** Référent départemental nautique.

* Responsable de l'équipe nautique départementale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°2022-077-004 en date du 18 mars 2022, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers spécialisés dans le domaine du secours nautique, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 4 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00009

AP 2023-153-007 du 2 juin 2023 fixant la liste
annuelle départementale d'aptitude
opérationnelle du personnel spécialisé dans le
domaine de la prévention



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE

Direction des services du Cabinet

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

Digne-les-Bains, le 2 juin 2023

ARRETE PREFECTORAL n° 2023-153-007

Fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel spécialisé dans le domaine de la prévention

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L112-1 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure
- Vu** l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- Vu** le guide national de référence relatif à la prévention édité par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises le 26 juin 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-091-001 du 1^{er} avril 2019 approuvant le Règlement opérationnel du SDIS 04 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-186-013 du 5 juillet 2018 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

ARRETE :

Article 1 : La liste annuelle départementale du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention au sein du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes de Haute-Provence, pour l'année 2023, est établie comme suit :

Nom/Prénom	CIS d'Affectation	Niveau de qualification					
		Agent de prévention	Module Tronc Commun Préventionnistes	Module complémentaire « code du travail, installations classées pour la protection de l'environnement »	Module Complémentaire « Immeubles de Grande hauteur »	Module Recherche des causes et des circonstances des incendies « Investigateur »	PRV 3 (Responsable Départemental de la Prévention)
AUDIER Jean-Baptiste	DD SIS		X	X			
DEMOL Eric	Manosque	X					
EYMARD Hervé	Manosque		X				
JULIEN Laurent	DD SIS		X	X	X	X	
LAUGIER Guillaume	DD SIS	X					
MULLER Fabien **	DD SIS		X	X	X	X	X
NIRONI Stéphane	Digne		X				
ORTH Nicolas	Sisteron		X	X	X	X	
RICCI-LUCCHI Antoine	Barcelonnette		X				
ROCHE David	DD SIS		X	X		X	
TRASLEGLISE Eric	Forcalquier		X				
TREMELLAT Florence	DD SIS		X				
		2	10	5	3	4	1

** Référent départemental

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2022-077-003 en date du 18 mars 2022, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude des personnels spécialisés dans le domaine de la prévention, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00010

AP 2023-153-008 du 2 juin 2023 fixant la liste
annuelle départementale d'aptitude
opérationnelle du personnel composant l'Unité
de Sauvetage d'Appui et de Recherche (USAR)



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE

Direction des services du Cabinet

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

Digne-les-Bains, le 2 juin 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-153-008

Fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel composant l'Unité de Sauvetage d'Appui et de Recherche (USAR)

Le Préfet des Alpes de Haute-Provence

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L112-1 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure
- Vu** l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-091-001 du 1^{er} avril 2019 approuvant le Règlement opérationnel du SDIS 04 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-186-013 du 05 juillet 2018 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Vu** le guide de doctrine opérationnelle relatif aux interventions en milieux effondrés ou instables de septembre 2021

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

ARRETE :

Article 1 : La liste annuelle départementale du personnel du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-de-Haute-Provence apte à intervenir en milieu effondrés ou instables, pour l'année 2023, est établie comme suit :

Nom/Prénom	CIS d'Affectation	Equipier USAR	Chef d'unité USAR	Chef de section USAR	USAR RBAT
ACCOMIATO Guillaume	ST Tulle	X	---	---	---
ACCOMIATO Serge	Forcalquier	X	---	---	---
BEAUMESNIL Nicolas	Manosque	X	---	---	---
BLANC Benoit	Manosque	X	---	---	---
BRAUD Laurent	Barcelonnette	X	---	---	---
BREARD Hugues	Seynes les Alpes	X	---	---	---
CHASSANG Thomas	Forcalquier	X	---	---	---
COEURET Mathias	Manosque	---	X	---	X
CONTRUCCI Noël	Barcelonnette	---	---	X	X
COTTURA Charlie	Manosque	X	---	---	---
DALLA FAVERA Gianni	Mézél	X	---	---	---
DARRIOULAT Jean Luc	Barcelonnette	X	---	---	---
DELEUIL Jean-Luc	SDIS	X	---	---	---
DEPEYROUX Tom	Malijai	X	---	---	---
DE SAINT GERMAIN Ronan	SDIS	---	---	X	X
DITORO Valérie	Annot	X	---	---	---
FOLCHER Céline	Banon	X	---	---	---
GAGNEUX Cindy	Château-Arnoux	X	---	---	---
GARCIA Eric	Barcelonnette	---	X	---	X
GARCIA Patrick	Barcelonnette	X	---	---	---
GASTINEL Damien	Barcelonnette	X	---	---	---
GASPERIN Paco	Oraison	---	X	---	---
GATTO Fabrice	Mézél	X	---	---	---
GEFFROY Ludovic	Peyruis	---	X	---	X
GIAI GIANETTI Nicolas	Manosque	X	---	---	---
GIRARD Cédric	Colmars	---	X	---	---
GONDRAN Teddy	Forcalquier	---	X	---	---
GROS Benjamin	Barcelonnette	X	---	---	---
GUEUGNON Lorys	Digne-les-Bains	X	---	---	---
GUIGUES Philippe	Bras-d'Asse	X	---	---	---
HERRERO Fabrice	Malijai	X	---	---	---
HURET Thierry	SDIS	---	---	X	X
JULIEN Etienne	Thoard	X	---	---	---
MAGNAN Laurent	Forcalquier	X	---	---	---
MATHA Jonathan	Manosque	---	X	---	---
MATOS Stéphane	Manosque	X	---	---	---
MICHEL Jérôme	Allos	X	---	---	---
MICHEL Sylvain	Seynes les Alpes	X	---	---	---
NICOLAS Eric	St Martin-de-Brômes	X	---	---	---
NIRONI Stéphane	Digne-les-Bains	---	---	X	X
PECHON Jean Philippe	Manosque	X	---	---	---
PELERIN Baptiste	Riez	X	---	---	---
PELERIN Cédric	Riez	X	---	---	---
PELERIN Nathalie	Riez	X	---	---	---
PERRETO Virginie	Barcelonnette	X	---	---	---
PLA Alain **	Manosque	---	---	X	X
PLA Quentin	Manosque	X	---	---	---
PLA Thomas	Manosque	X	---	---	---
PROAL Julien	Barcelonnette	---	X	---	---
RAMBAUD Caroline	Digne-les-Bains	X	---	---	---
SEGURA Morgane	Manosque	X	---	---	---
SERENO Fabien	Castellane	---	X	---	X
STENGER Philippe	Barcelonnette	X	---	---	---
TCHOULHADJIAN Pierre Georges	Cereste	X	---	---	---
TIERCIN Jerome	Barcelonnette	X	---	---	---
**Réfèrent départemental		41	9	5	9

RBAT : Risque bâtimentaire

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2022-077-008 en date du 18 mars 2022, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle des personnels spécialisés dans le domaine des milieux effondrés ou instables, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00004

AP 2023-153-010 du 2 juin 2023 fixant la liste
annuelle départementale d'aptitude
opérationnelle du personnel spécialisé dans le
domaine du secours en montagne

Digne-les-Bains, le 2 juin 2023

ARRETE PREFECTORAL n° 2023-153-010

Fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel spécialisé dans le domaine du secours en montagne.

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L112-1 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure
- Vu** l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-186-013 du 05 juillet 2018 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-091-001 du 1^{er} avril 2019 approuvant le Règlement opérationnel du SDIS 04 ;
- Vu** le guide national de référence relatif au secours en montagne édité par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises le 26 juin 2020 ;
- Vu** le guide national de référence relatif aux secours en canyon édité par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises le 26 juin 2020 ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

ARRETE :

Article 1 : La liste annuelle départementale du personnel apte à intervenir dans le domaine du Secours en Montagne au sein du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes- de-Haute-Provence, pour l'année 2023, est établie comme suit :

NOM	Prénom	CIS d'affectation	Equipier SMO rocher	Equipier SMO été	Equipier SMO hiver	Equipier SMO héltreuilable	CU SMO rocher	CU SMO été	CU SMO hiver	CU SMO héltreuilable
ALLENE	Adrien	DIGNE LES BAINS	X	X	X	X				
BERNARDI	Gaël	ALLOS	X	X	X	X	X	X		X
BIANCO	Philippe	ALLOS	X	X	X	X				
BLANCHARD	Laurent	DD SIS	X	X	X	X				
COURBET	Romain	FORCALQUIER	X	X		X				
DE PASQUALE	Pierjean	DIGNE LES BAINS	X	X		X				
DERRE	Julie	DIRECTION	X	X	X	X				
DINGER	Stéphane	DIRECTION	X	X	X	X				
DONNINI	Robert	CASTELLANE	X	X	X	X				
DUBUC	Joffrey	FORCALQUIER	X	X		X				
FANEAU	Mathieu	LA PALUD SUR VERDON	X	X	X	X				
GUINET	Alain	LA PALUD SUR VERDON	X	X	X	X				
HENRY	Ludovic	ORAISON	X	X		X				
KOFFI KONAN	Kevin	CASTELLANE	X							
LEROY	Hugo	DIGNE LES BAINS	X	X		X				
JEAN	Nicolas	DIRECTION	X	X	X	X				
LONGERON	Jérôme	DIGNE LES BAINS	X	X	X	X				
MARIN	Jean-Philippe	DIGNE LES BAINS	X	X	X	X	X			
MARTINEZ	Yannick	DD SIS	X	X	X	X				
MEDICI-VINCENT	Mathieu	CASTELLANE	X							
MOURET	Jean Michel	BARREME	X	X	X					
MULLER **	Fabien	CASTELLANE	X	X	X	X				
PRIVAT	Gérald	CASTELLANE	X	X	X		X	X	X	
PRIVAT	Quentin	CASTELLANE	X	X		X				
RICAUD	Lionel	DIGNE LES BAINS	X	X	X	X	X	X	X	X
SEGHINI *	Eric	DIGNE LES BAINS	X	X	X	X	X	X	X	X
Total			27	19	13	18	5	4	3	3

* Référent départemental

** Responsable départemental

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2022-077-007 en date du 18 mars 2022, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle des personnels spécialisés dans le domaine du secours en Montagne, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet

Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00005

AP 2023-153-011 du 2 juin 2023 fixant la
désignation des référents de spécialités



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE

Direction des services du Cabinet

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

Digne-les-Bains, le 2 Juin 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-153 - 011

Fixant la désignation des référents de spécialités

Le Préfet des Alpes de Haute-Provence

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L112-1 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure ;
- Vu** l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-091-001 du 1^{er} avril 2019 approuvant le Règlement opérationnel du SDIS 04 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-186-013 du 05 juillet 2018 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

ARRETE :

Article 1 : La liste annuelle départementale du personnel du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-de-Haute-Provence apte à occuper les fonctions de référent départemental et référent départemental adjoint, pour l'année 2023, est établie comme suit :

Domaine	Référent départemental	Référent départemental adjoint
Cynotechnie (CYN)	Voir arrêté préfectoral de la spécialité	
Feux de forêts et d'espaces naturels	COUVE Henri	---
Interventions à bord des navires et des bateaux (IBNB)	Sans objet	
Interventions en milieu aquatique hyperbare (SAL)	Voir arrêté préfectoral de la spécialité	
Interventions en milieu aquatique (SAV)	Voir arrêté préfectoral de la spécialité	
Interventions face aux risques chimiques et biologiques (RCH)	Voir arrêté préfectoral de la spécialité	
Interventions face aux risques radiologiques (RAD)	Sans objet	
Sauvetage, appui et recherche (USAR)	Voir arrêté préfectoral de la spécialité	
Secours en milieu périlleux et montagne (SMPM)	Voir arrêté préfectoral de la spécialité	
Conduite (COD)	SAUVECANNE Jérôme	REI Patrice
Encadrement des activités physiques (EAP)	EYMARD Hervé*	ROCHE David*
Formation et développement des compétences (FDC)	MERIC Sébastien	ROCHE David*
Prévention contre les risques d'incendie et de panique (PRV)	Voir arrêté préfectoral de la spécialité	
Systèmes d'information et de communication (SIC)	CHANTRIAUX Olivier*	---

*Faisant fonction de référent en attente d'obtention du niveau de formation adapté

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2022-077-005 en date du 18 mars 2022, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle des personnels spécialisés dans le domaine du Risque Radiologique, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00011

AP 2023-159-009 du 2 juin 2023 fixant la liste
annuelle départementale d'aptitude
opérationnelle du personnel spécialisé dans le
domaine du Risque Chimique et Biologique



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE

Direction des services du Cabinet

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

Digne-les-Bains, le 2 juin 2023

ARRETE PREFECTORAL n° 2023-153-009

Fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel spécialisé dans le domaine du Risque Chimique et Biologique

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L112-1 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure
- Vu** l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- Vu** le guide national de référence relatif aux risques chimiques et biologiques édité par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises le 26 juin 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-186-013 du 05 juillet 2018 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-091-001 du 1^{er} avril 2019 approuvant le Règlement opérationnel du SDIS 04 ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

ARRETE :

Article 1 : La liste annuelle départementale du personnel apte à exercer dans le domaine du Risque Chimique et Biologique au sein du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes de Haute-Provence, pour l'année 2023, est établie comme suit :

Nom/ Prénom	CIS d'Affectation	Niveau de qualification			
		RCH 1 (Equipier ou chef d'équipe reconnaissance)	RCH 2 (Equipier ou chef d'équipe intervention)	RCH 3 (Chef de CMIC)	RCH 4 (Conseiller technique)
ALLENE Adrien	Digne-les-Bains	---	X	---	---
ANSEL Mickaël	Château-Arnoux	---	X	---	---
APICELLA Valérie	Château-Arnoux	---	X	---	---
ARIAS GARCIA Laurent	Château-Arnoux	X	---	---	---
BARTOLINI Marc	Digne-les-Bains	---	X	---	---
BOUCHET Guillaume	Château-Arnoux	---	X	---	---
BROET Clément	Manosque	X	---	---	---
BROU Nicolas	DD SIS	---	---	---	X
CHAUVEAUX Valentin	Noyers sur Jabron	X	---	---	---
COUVÉ Henri **	DD SIS	---	---	---	X
DAVIN Philippe	Sisteron	---	X	---	---
DE COLIERE Stéphane	DD SIS	---	X	---	---
DELLA SAVIA Michel	Château-Arnoux	X	---	---	---
DEMOL Eric	Manosque	X	---	---	---
DERLAOUI Abderrahim	Digne-les-Bains	X	---	---	---
DEVAUX Christophe	DD SIS	---	---	X	---
DI GIOVANNI Jeff	Château-Arnoux	---	X	---	---
DOMINICI Gabriel	Sisteron	X	---	---	---
EYMARD Hervé	Manosque	---	---	X	---
FAGOT Yannick	Château-Arnoux	X	---	---	---
GAY Jérôme	Château-Arnoux	X	---	---	---
GRUSON Nicolas	Digne-les-Bains	---	X	---	---
HALSOUET Emmanuel	Château-Arnoux	X	---	---	---
HALSOUET Hugo	Château-Arnoux	X	---	---	---
HAMADA Jean-Pierre	Château-Arnoux	X	---	---	---
IKERBANE Mehdi	Château-Arnoux	---	X	---	---
IOPPOLO Enzo	Digne-les-Bains	X	---	---	---
IZAMBART Clément	Digne-les-Bains	X	---	---	---
JEANNETOT Fabrice	Digne-les-Bains	X	---	---	---
KIMMEL Pascal	Château-Arnoux	---	---	X	---
LACOMBLEZ Fabien	Château-Arnoux	---	X	---	---
LAUGIER Guillaume	DD SIS	X	---	---	---
LETZELLEMANNS Yannick	DD SIS	---	---	X	---
MALCLES Lilian	Forcalquier	X	---	---	---
MANSRI Douadi	Digne-les-Bains	---	X	---	---
MATHA Jonathan	Manosque	---	X	---	---
MERIC Sébastien	DD SIS	---	---	---	X
MICHAUD Julien	Digne-les-Bains	X	---	---	---
MILLET Martial	Noyers sur Jabron	X	---	---	---
MULLER Fabien	DD SIS	---	---	X	---
NIRONI Stéphane	Digne-les-Bains	---	---	X	---
ORTH Nicolas	DD SIS	---	---	X	---
PAICHOUX Christophe	DD SIS	---	---	X	---
REKIA Toufik	DD SIS	---	X	---	---
RICCI LUCCHI Antoine	Barcelonnette	---	---	X	---
SIMONI Michael	Manosque	X	---	---	---
SIROUX Fabien	Digne-les-Bains	---	X	---	---
TAULET Maxime	Sisteron	X	---	---	---
VAZQUEZ José	Manosque	X	---	---	---
VIVIER Anthony	Château-Arnoux	X	---	---	---
		23	15	9	3

**Réfèrent départemental

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2022-077-006 en date du 18 mars 2022, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle du personnel spécialisé dans le domaine du Risque Chimique et Biologique, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet



Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00012

AP 2023-131-003 du 02 juin 2023 portant
répartition des sièges de la Commission Locale
d'Action Sociale (CLAS)



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-131-003

Portant répartition des sièges de la Commission Locale d'Action Sociale (CLAS)

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant statut général de la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État ;

VU le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

VU le décret n° 2020-99 du 7 février 2020 relatif à l'organisation et aux missions des secrétariats généraux communs départementaux ;

VU le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

VU le décret n° 2022-984 du 4 juillet 2022 portant création de comités sociaux d'administration de la police nationale ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2007 relatif aux correspondants de l'action sociale du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 3 juin 2022 instituant comités sociaux d'administration au sein des ministères de l'intérieur et des outre-mer ;

VU l'arrêté du 3 juin 2022 portant création des comités sociaux d'administration des services déconcentrés de la police nationale et de l'école nationale supérieure de la police ;

VU l'arrêté du 5 septembre 2022 relatif à la commission nationale d'action sociale du ministère de l'Intérieur ;

VU l'arrêté du 17 octobre 2022 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale du ministère de l'Intérieur et des outre-mer ;

VU la circulaire du 13 novembre 2009 du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales relative au budget déconcentré d'initiative locale ;

VU l'avis émis par la commission nationale d'action sociale lors de sa séance plénière du 22 juin 2022 ;

VU les résultats aux élections professionnelles de décembre 2022 aux comités sociaux d'administration de proximité de la préfecture et de la police nationale, des personnels civils de la gendarmerie nationale, de la direction départementale des territoires des Alpes de Haute-Provence, de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Alpes de Haute-Provence ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 : L'arrêté n° 2020-058-002 du 27 février 2020 portant répartition des sièges de la commission locale d'action sociale des Alpes de Haute-Provence est abrogé.

Article 2 : La commission locale d'action sociale, instituée dans le département des Alpes de Haute-Provence au bénéfice des personnels du ministère de l'intérieur et des outre-mer, est composée comme suit :

- **13 membres représentant les principales organisations syndicales représentatives** des personnels du ministère de l'intérieur dans le département ;

- **5 membres de droit**, ou leurs représentants :

- le préfet,
- le directeur départemental de la sécurité publique,
- le commandant de région de gendarmerie ou le commandant d'un service de gendarmerie représenté localement,
- le directeur du secrétariat général commun départemental,
- un assistant de service social.

Article 3 : Sont membres à titre consultatif, les personnels visés à l'Article 9 de l'arrêté du 17 octobre 2022 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur et des outre-mer.

Article 4 : Sur la base des résultats aux élections professionnelles de 2022 susvisées, les sièges des représentants des organisations syndicales sont répartis comme suit, sans notion de périmètre :

- Syndicat CFE-CGC : 7 sièges
- Syndicat FSMI-FO : 4 sièges
- Syndicat France Policiers en colère-Touche pas à mon Flic : 1 siège
- Syndicat CFDT : 1 siège

Article 5 : Les organisations syndicales citées à l'article ci-dessus désigneront dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, leurs représentants titulaires et suppléants avec les renseignements suivants :

- nom,
- prénom,
- adresse électronique professionnelle et/ou personnelle,
- adresse professionnelle postale,
- téléphone,
- organisation syndicale représentée,
- qualité (titulaire/suppléant).

Un arrêté fixera la composition nominative de la commission locale d'action sociale.

Article 6 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes de Haute-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à DIGNE-LES-BAINS, le 15 mai 2023.

P/Le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Paul-François SCHIRA.

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00003

AP 2023-153-004 du 2 juin 2023 donnant
délégation de signature à M. Franck LACOSTE,
Directeur des services du cabinet



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Service de la coordination des politiques publiques

Digne-les-Bains, le **02 JUIN 2023**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023-153-004

Donnant délégation de signature à M. Franck LACOSTE, Directeur des services du cabinet

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ;

VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Marc CHAPPUIS, préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté du ministre de l'Intérieur n°U14761870154369 en date du 25 août 2020 portant détachement dans un emploi fonctionnel de M. Franck LACOSTE, en qualité de directeur des services du cabinet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté du ministre de l'Intérieur n°U14761870154398 en date du 25 août 2020 portant nomination de M. Franck LACOSTE, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur des services du cabinet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence à compter du 7 septembre 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-136-007 du 16 mai 2023 fixant l'organisation et les attributions des services de la préfecture et des sous-préfectures des Alpes-de-Haute-Provence ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Franck LACOSTE, directeur des services du cabinet, à l'effet de signer, à l'exclusion des réquisitions, tous actes, arrêtés, correspondances et notes de service, pour les matières relevant des attributions du Ministre de l'Intérieur et celles relevant des départements ministériels qui ne disposent pas de services dans le département, intéressant :

1 – Le service du cabinet et de la sécurité intérieure, dans toutes ses attributions, et notamment :

PRÉFECTURE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE • 8, rue du docteur Romieu – 04016 DIGNE LES BAINS CEDEX
Tél : 04 92 36 72 00 • <http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr> - Twitter @prefet04 - Facebook @Préfet-des-Alpes-de-Haute-Provence

Missions polices administratives en lien avec la sécurité

- Toutes décisions relatives à la fabrication et au commerce d'armes, de munitions et d'éléments d'armes,
- Toutes décisions relatives aux acquisitions et détentions d'armes, munitions et éléments d'armes soumises à autorisation, à déclaration ou à enregistrement,
- Agents de police municipal : agrément et signature des cartes professionnelles, et toutes décisions relatives à l'armement des polices municipales,
- Toutes décisions relatives aux gardes particuliers (arrondissement chef-lieu),
- Activités privées de sécurité : retrait ou suspension des agréments des sociétés privées de sécurité et des agents, autorisations de procéder à des palpations de sécurité et à exercer les activités de surveillance sur la voie publique,
- Agrément des agents assermentés pour la police des transports,
- Attestation de délivrance initiale d'un permis de chasser,
- Récépissé de déclaration de feux d'artifices et agrément des artificiers,
- Toutes décisions relatives au stockage, transport, utilisation ou acquisition d'explosifs y compris les agréments et habilitations,
- Autorisation de la pratique du paintball,
- Toutes décisions relatives aux systèmes de vidéoprotection,
- Suspensions provisoires immédiates du permis de conduire,
- Drones : arrêtés portant restriction d'autorisation de survol, arrêtés portant refus de survol,
- Autorisations (ou refus d'autorisation) de survol à basse altitude,
- Autorisations (ou refus) de création d'hélicoptère, hélistation, hydrosurface, plate-forme ULM,
- Attestations d'habilitation à utiliser de façon permanente les hélistations,
- Autorisations (ou refus) de manifestations aériennes,
- Récépissé (ou refus) de lâchers de ballons,
- Actes préparatoires dans le cadre de l'instruction de mesures administratives envisagées pour non-respect de la réglementation sur les débits de boissons ou pour travail dissimulé,
- Arrêtés d'habilitation pour la formation à l'aptitude à détenir des chiens dangereux,
- Arrêtés d'agrément des vétérinaires pour l'évaluation comportementale des chiens,
- Décisions de placement et d'euthanasie de chiens dangereux en cas de danger grave et imminent,
- **Récépissés des déclarations de manifestations sur la voie publique.**

PRÉFECTURE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE • 8, rue du docteur Romieu – 04016 DIGNE LES BAINS CEDEX
Tél : 04 92 36 72 00 • <http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr> - Twitter @prefet04 – Facebook @Préfet-des-Alpes-de-Haute-Provence

2 – Le service départemental de la communication interministérielle et de la représentation de l’État, et notamment :

- Les accusés de réception, les bordereaux d’envoi et les copies conformes,
- Les correspondances courantes.

3 – Le service interministériel de défense et de protection civiles, et notamment :

Défense civile :

- Habilitations défense,

Sécurité civile :

- Décisions relatives aux grands rassemblements,
- Décisions relatives à la navigation et à la pratique des sports d’eau vive sur toutes les rivières hors celles relevant de la compétence des sous-préfets (Ubaye, Ubayette et Verdon),
- Procès-verbaux des commissions de sécurité et d’accessibilité des établissements recevant du public de l’arrondissement de Digne-les-Bains,
- Les rapports de visite de la sous-commission de l’arrondissement de Digne-les-bains pour la sécurité des terrains et aires naturelles de camping et de stationnement de caravanes,
- Agrément des associations de formation des premiers secours et organismes publics habilités,
- Délivrance des diplômes de premiers secours : BNMP3, PAE3,
- Demandes d’enlèvement d’engins de guerre,
- Délivrance des brevets nationaux et cartes de secourisme.

4 – Délégation de signature est également donnée à M. Franck LACOSTE, directeur des services du cabinet pour :

- Signer tous les actes relatifs à l’exercice de la police spéciale prévue en matière de sécurité des établissements recevant du public (article R-123-28 du Code de la construction et de l’habitation),
- Valider les documents permettant d’engager les dépenses de fonctionnement relatives au centre de coût « cabinet »,
- Signer les arrêtés ou conventions attributifs de subvention au titre de la sécurité routière, du FIPDR et de la dotation de solidarité suite aux catastrophes naturelles d’un montant maximum de 30 000 €.

Article 2 : Délégation de signature est en outre donnée à M. Franck LACOSTE, directeur des services du cabinet, avec compétence territoriale sur l’ensemble du département, pendant les périodes où il assure le service de permanence, à l’effet de signer toutes mesures ou actes nécessités par une situation d’urgence, en particulier dans les matières suivantes :

- législations et réglementations relatives à l'entrée, au séjour des étrangers en France, aux mesures d'éloignement et au droit d'asile,
- législations et réglementations relatives au permis de conduire,
- législation funéraire,
- législations et réglementations relatives aux soins psychiatriques sans consentement (livre II, titre I, chapitre 3 du Code de la santé publique),
- mesures administratives d'opposition à la sortie du territoire des mineurs,
- actes de procédure relatifs aux référés juridictionnels ainsi qu'aux actions contentieuses susceptibles d'être introduites à l'encontre des décisions prises en application des dispositions de l'article 2 du présent arrêté.
- les requêtes adressées au juge des libertés et de la détention en matière de rétention administrative.

Article 3 : Concurrément avec M. Franck LACOSTE, délégation est donnée aux chefs de bureau dont les noms suivent pour signer, dans la limite de leurs attributions énumérées à l'article 1^{er} du présent arrêté, tous actes et correspondances courantes avec les maires, les services publics ou privés et les particuliers, ainsi que les décisions et documents administratifs se rattachant à la mise en œuvre des procédures, à l'exception des arrêtés et conventions :

- pour le service du cabinet et de la sécurité intérieure à Mme Françoise KLEIN, attachée principale, cheffe de service,
- pour le service interministériel de défense et de protection civiles à M. Mallory CONNORS, attaché principal, chef de service, à l'exception des décisions relatives aux grands rassemblements.
- Pour le service départemental de la communication interministérielle et de la Représentation de l'État à M. Frank HAÏLI, attaché, chef de service.
- pour le pôle sécurité routière à Mme Michèle SOLER, secrétaire administrative de classe supérieure, chef du pôle sécurité routière.

Article 4 : En cas d'empêchement ou d'absence de Mme Françoise KLEIN, chef du service du cabinet et de la sécurité intérieure, la délégation de signature qui lui est accordée est confiée à M. Axel BOIRAL, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef de service, dans les limites des attributions du service du cabinet et de la sécurité intérieure et avec les mêmes exclusions.

Article 5 : Concurrément avec M. Mallory CONNORS, délégation est donnée à Mme Stéphanie MAZE-COLBOC, secrétaire administratif de classe normale, pour signer les rapports de visite de la sous-commission de l'arrondissement de Digne-les-Bains pour la sécurité des terrains et aires naturelles de camping et de stationnement de caravanes.

En cas d'empêchement ou d'absence de M. Mallory CONNORS, chef du service interministériel de défense et de protection civiles, la délégation de signature qui lui est accordée est confiée à M. Angel GALLY, ingénieur de l'industrie et des mines, adjoint au chef de service, dans la limite des attributions du service interministériel de défense et de protection civiles et avec les mêmes exclusions.

En cas d'empêchement ou d'absence simultanée de M. Mallory CONNORS, chef du service interministériel de défense et de protection civiles et de M. Angel GALLY, adjoint au chef de service, la délégation de signature est confiée à M. Philippe BARRÉ, secrétaire administratif de classe supérieure.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n°2023-144-007 du 24 mai 2023 donnant délégation de signature à M. Franck LACOSTE, directeur des services du cabinet, est abrogé.

Article 7 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication d'un recours administratif gracieux devant le préfet des Alpes-de-Haute-Provence ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille).

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence et le directeur des services du cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,



Marc CHAPPUIS

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-06-02-00006

AC 2023-153-012 du 2 juin 2023 portant
nomination du commandant Christophe
DEVAUX au grade de lieutenant-colonel de
sapeurs-pompiers volontaires

Digne-les-Bains, le 2 juin 2023

ARRÊTÉ CONJOINT N° 2023-153-012

Portant nomination du commandant Christophe DEVAUX au grade
de lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers volontaires.

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le grade détenu par l'intéressé en qualité de sapeur-pompier professionnel ;

Sur proposition du Chef du Corps départemental ;

ARRESENT :

Article 1 : Le commandant Christophe DEVAUX (999086), affecté à la Direction départementale, est nommé lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers volontaires le 1^{er} juin 2023 par concomitance.

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 : Monsieur le Directeur des services du cabinet et le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du Corps départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours



Jean-Claude CASTEL

Le Préfet,



Marc CHAPPUIS

NOTIFIÉ LE :
SIGNATURE DE L'AGENT :

